



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNACIONALISTE



TCL bus

Lundi 30 mars 2026

Cette sale guerre contre des peuples n'est pas la nôtre. Refusons de la payer !

Cela fait maintenant plus d'un mois que les États-Unis et Israël ont lancé leur offensive contre l'Iran. Ils y ont mené plus de 1 500 bombardements, causant près de 2 000 morts, 25 000 blessés et 3 millions de déplacés à l'intérieur du pays. L'intensification de la guerre menée par Israël au Liban a fait elle aussi des milliers de morts et plus de 500 000 réfugiés, ayant fui le Sud-Liban que l'armée israélienne s'apprête à occuper durablement. Sous prétexte de sécurité et de lutte contre des dictatures, les dirigeants impérialistes sèment la guerre, la dévastation et la mort au Moyen-Orient.

Les véritables raisons, leur droit au pillage des ressources à coups de talon de fer sur les peuples, apparaissent au vu et au su de tous.

L'impérialisme français lui aussi fauteur de guerre

Le gouvernement français implique la France dans cette guerre. Par les paroles et par les actes. Macron a tout de suite légitimé les bombardements américains et israéliens sur l'Iran, désignant la République islamique comme responsable. Une dictature que la population iranienne contestait encore il y a quelques semaines, avant de recevoir des bombes, et que Trump pourrait finalement choisir de laisser au pouvoir. Actuellement, l'armée française participe aux opérations : tous les jours des avions Rafale s'envolent pour abattre drones et missiles iraniens. Le porte-avions *Charles de Gaulle* a été envoyé dans la région et plus d'un millier de soldats français y sont déployés, entre Abou Dabi, l'Irak et Djibouti.

Partout, les peuples paient le coût du militarisme

Au Moyen-Orient, ce sont des milliers de morts et de blessés. En Europe ou aux États-Unis, c'est le niveau de vie de la population qui va être durement impacté. Le budget d'austérité imposé à coup de 49.3 visait déjà à nous imposer bien des sacrifices, pour les plus grands profits des grandes entreprises, en premier lieu des patrons de l'armement. Autant d'argent pris sur la santé, sur l'éducation, sur tout ce qui nous est utile, pour privilégier des milliards d'euros de subventions aux patrons et la hausse des dépenses militaires. Et voilà que Lecornu annonce une rallonge de 8,5 milliards d'euros, sur les 16 milliards déjà prévus, pour

la loi de programmation militaires 2016-2030... pour acheter encore plus de munitions ! Et il n'y aurait pas d'argent magique ? Les Dassault et autres marchands de mort se frottent les mains. Chaque missile tiré coûte un million l'unité, un million également pour chaque journée d'opération du *Charles de Gaulle* et 20 000 euros l'heure de vol du Rafale.

À nous de rendre coup pour coup !

Non seulement on nous présente l'addition pour payer tout cet arsenal, mais on subit l'explosion du prix du pétrole et du gaz, et ses répercussions sur les prix en général. Aux États-Unis, une troisième édition des manifestations « No Kings » (pas de rois) contre Trump a rassemblé des millions d'Américains dénonçant sa politique meurtrière contre l'immigration, mais aussi la guerre au Moyen-Orient et ses conséquences sur le coût de la vie. En France également, c'est dans la rue et dans les luttes qu'il faudra s'opposer à la guerre et mettre en avant nos propres intérêts de travailleurs et de travailleuses : de l'argent pour les services publics, pas pour l'armée, des hausses des salaires et des pensions de retraite pour faire face à l'inflation galopante.

Suite aux luttes menées depuis plusieurs semaines par profs, parents et lycéens dans la région de Marseille, une journée de grève dans l'Éducation nationale aura lieu mardi 31 mars contre les suppressions de postes et d'heures de cours prévues par le gouvernement. Face à un système capitaliste qui a pour seul moteur l'exploitation et la guerre, organisons-nous.

Breaking News

La direction de la RATP autorise désormais les conducteurs de bus à accéder à la salle de pause de Debourg. Heureusement qu'on ne les avait pas écoutés quand ils nous avaient interdit l'accès !

Heures supplémentaires : un faux débat qui détourne du vrai problème des salaires

A court terme les heures supplémentaires peuvent répondre à un besoin ponctuel qu'il s'agisse d'un surcroît d'activité ou d'une situation exceptionnelle. Elles peuvent alors constituer un outil utile à la fois pour l'entreprise et pour le salarié. Mais lorsque ces heures deviennent structurelles intégrées au fonctionnement normal de l'activité la question change de nature. Ce qui était un ajustement temporaire devient une norme souvent au détriment de l'équilibre de vie.

Car derrière cette normalisation se cache une réalité plus préoccupante : celle du sacrifice progressif du temps libre et de la vie personnelle. Ce phénomène touche en premier lieu celles et ceux qui contribuent directement à la création de richesse. Peut-on considérer comme acceptable qu'une partie de la population voie son temps accaparé au profit d'une minorité bénéficiant davantage des fruits du travail collectif ?

C'est pourquoi le véritable enjeu dépasse la question des heures supplémentaires. Le cœur du problème reste le niveau des salaires de base. Pouvoir vivre correctement sans dépendre d'un surplus d'heures travaillées est une attente légitime. En se focalisant sur les heures supplémentaires certains discours détournent l'attention de cette question essentielle. Recentrer le débat sur la rémunération de base permet de mieux répondre aux réalités du quotidien des travailleurs.

Le numéro demandé n'est plus attribué

Une renumérotation des lignes de bus est annoncée pour septembre, dans le cadre de l'unification du réseau TCL à l'échelle du département. En soi, l'idée n'est pas mauvaise mais elle est apparue à certains comme une usine à gaz et pour cause, cela vient une nouvelle fois d'en haut, sans que les salariés et les usagers, pourtant premiers concernés, ne soient associés. C'est dommage d'ailleurs, on aurait eu des idées à soumettre, notamment que pour unifier le réseau, il faudrait commencer par supprimer les zones tarifaires et aligner les salaires et les conditions de travail des conducteurs vers le haut...

Merci Patron(s) !

Le cinéma des NAO 2026 a débuté aux TCL. Chez KBL, la première réplique de la direction est tombée : 0,7% d'augmentation générale ! Et du côté de RDL, ce sera du même ordre, c'est certain.

Certain aussi qu'ils augmenteront un peu leurs propositions, ou ajouteront quelques mesurées, pour mettre en scène une soi-disant « négociation » et pratiquer leur habituel chantage à la signature. Dans ce scénario vu et revu, nous acceptons tranquillement que nos salaires décrochent encore et toujours, d'année en année. Nos patrons sont simplement dans leur rôle : faire le maximum de profits sur

notre dos dans le cadre des contrats avec le Sytral. Ils ne s'en cachent même pas.

Le seul moyen pour nous de changer le scénario de ce mauvais film, c'est d'être suffisamment nombreux, unis et déterminés à entrer en scène et à l'occuper, par nos luttes et pour nos revendications, à commencer par les 300 euros minimum qui nous manquent chaque mois !

Le coût de la panne sèche

0,7% sur nos salaires, ça ne couvre même pas l'augmentation du prix d'un seul plein de gazole.

Le plein d'idées bidons

Pour tous ceux d'entre nous qui ont de la route et dont les horaires de travail imposent de prendre sa voiture, le prix du carburant coûtera bientôt plus que ce que nous rapporte une journée de travail. Et pour les autres, la répercussion sur les autres prix ne se fera pas attendre ! C'est l'ensemble du monde du travail qui est frappé par la flambée des prix, conséquence directe de la guerre impérialiste au Moyen-Orient. L'Etat annonce des aides... pour certains patrons ! Les salariés, eux sont invités à télétravailler, sans rire ! Déjà que le peu d'entre nous qui le pourraient se heurtent souvent à leur hiérarchie qui le leur refuse, mais on attend de voir les conducteurs ou les mainteneurs faire leur travail depuis chez eux ! Avec un mépris pareil nos patrons et le gouvernement à leur botte n'auront pas volé une bonne grève générale, et en présentiel celle-là !

KBL recrute... en forçant la main !

La direction des ressources humaines a décidé de mettre fin aux contrats d'intérim de plus d'un an, en imposant aux intérimaires une embauche en CDI. Refuser, c'est simple : leur contrat d'intérim ne sera pas renouvelé. Et pendant ce temps, KBL ose proposer une augmentation de seulement 0,7 % lors des NAO... De quoi décourager plus d'un intérimaire de se projeter dans un avenir durable en tant que salarié chez KBL... tout comme les embauchés.

Un métro nommé Enfumage

Ça y est, la nouvelle présidente de la métropole Véronique Sarselli a annoncé la couleur de son mandat. Le TEOL et les moyens considérables investis dans des consultations et expertises, hop, à la poubelle ! Place au métro E, qui reliera Bellecour à Alaï-Tassin-la-Demi-Lune, projet initié par Gérard Collomb début des années 2020 puis abandonné par les Verts... Quand bien même la droite sous Raymond Barre avait déjà refusé un projet de métro Est-Ouest dans les années 90 ! Quand les projets de développement des transports en commun et la gestion de la métropole sont pilotés par l'agenda politique, il faut suivre !

Juge et partie

À Transdev Rhône Alpes qui exploite une partie du réseau TCL, les collègues ont fait une heure de grève ce lundi en solidarité avec un des leurs licencié sans indemnité après 28 ans dans l'entreprise. Son tort ? Ne pas avoir allumé un nouveau dispositif de validation des titres auquel les conducteurs n'ont été formés que pendant quinze minutes... Chacun jugera de la gravité du crime ! Les collègues, en tout cas, ont tranché et ont fait valoir leur solidarité de classe contre l'arbitraire patronal.

Ce bulletin est le tien, n'hésite pas à le faire circuler !

Ne pas jeter sur la voie publique – Contact : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org